

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 3105

[99/29210]

**19 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'organisation et au fonctionnement des Commissions des programmes de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment les articles 17, § 3, 27, § 3, 36, § 3, 50, § 2 et 62, § 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 janvier 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 février 1999;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 janvier 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 1<sup>er</sup> mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Educatin dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La commission des programmes pour l'enseignement fondamental et le premier degré de l'enseignement secondaire, la commission des programmes pour les humanités générales et technologiques et la commission des programmes pour les humanités professionnelles et techniques sont installées auprès de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, Service général des Affaires générales, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement interréseaux.

**Art. 2.** Lorsque la Commission des programmes pour l'enseignement fondamental et le premier degré de l'enseignement secondaire se scinde par niveau, les deux sous-commissions se composent comme suit :

1<sup>o</sup> la sous-commission des programmes pour l'enseignement fondamental comprend les huit membres désignés par le Ministre sur la proposition du Conseil général de l'enseignement fondamental, deux des trois représentants de l'inspection et le délégué de l'administration générale qui préside la sous-commission;

2<sup>o</sup> la sous-commission des programmes pour le premier degré de l'enseignement secondaire comprend les huit membres désignés sur la proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, un des trois représentants de l'inspection et le délégué de l'administration générale qui préside la sous-commission.

**Art. 3.** Les Commissions des programmes peuvent inviter des experts à participer à leurs réunions.

**Art. 4.** Les commissions et sous-commissions des programmes peuvent créer en leur sein des groupes de travail et inviter des experts à y participer. Les groupes de travail font rapport à la commission ou à la sous-commission des programmes dont ils sont issus.

**Art. 5.** Le membre d'une commission des programmes, qui remplace un membre amené à cesser ses fonctions, termine le mandat de son prédécesseur.

**Art. 6.** Le secrétariat des commissions et des sous-commissions des programmes et de leurs groupes de travail est assuré par des membres du personnel du Service général des Affaires générales, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement interréseaux ou par les chargés de mission visés à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 octobre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions de pilotage.

**Art. 7.** Les commissions et les sous-commissions des programmes sont convoquées par leur président, soit de leur propre initiative, soit à la demande du Ministre, soit à la demande d'au moins un tiers des membres.

Les convocations sont adressées aux membres dix jours ouvrables avant la date de la séance. Elles mentionnent l'ordre du jour.

Les commissions et les sous-commissions des programmes ne peuvent délibérer que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Les commissions et les sous-commissions des programmes délibèrent valablement quel que soit le nombre de membres présents.

**Art. 8.** Les procès-verbaux des réunions sont adressés aux membres des commissions ou des sous-commissions des programmes concernées, aux membres du bureau de la commission commune de pilotage.

**Art. 9.** Les commissions des programmes peuvent établir en commun un règlement d'ordre intérieur qu'elles soumettent à l'approbation de la commission commune de pilotage.

**Art. 10.** Lorsque la commission des programmes rend un avis sur un programme qui lui est soumis, elle transmet cet avis et le programme au Ministre.

Dans le cas où le Ministre approuve le programme, il en informe le Pouvoir organisateur dans un délai d'un mois prenant cours à la date de la réception de l'avis.

Dans le cas où le Ministre n'approuve pas le programme, il en informe le Pouvoir organisateur dans le même délai et lui demande de modifier le programme dans le délai qu'il fixe.

**Art. 11.** Les réunions des commissions des programmes se tiennent dans les locaux du Ministère de Communauté française.

**Art. 12.** Le Gouvernement prend l'avis des commissions des programmes avant de fixer les programmes des degrés et années d'études de l'enseignement fondamental et secondaire organisé par la Communauté française.

**Art. 13.** Les commissions des programmes établissent chaque année, pour le 30 juin, un rapport d'activités. Elles y incluent toute proposition utile.

La commission des programmes de l'enseignement fondamental et du premier degré de l'enseignement secondaire transmet son rapport aux Commissions centrales de pilotage.

La commission des programmes des humanités générales et technologiques et la commission des programmes des humanités professionnelles et techniques transmettent leur rapport à la Commission centrale de pilotage de l'enseignement secondaire.

**Art. 14.** Lorsqu'ils assistent aux réunions des commissions ou sous-commissions des programmes ou de leurs groupes de travail, les membres sont considérés comme étant en activité de service, pour autant que cette position administrative leur soit applicable.

Les membres des commissions des programmes et les experts bénéficient du remboursement de leur frais de déplacement et de séjour dans les mêmes conditions que les agents de rang 12 des services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 16.** Le Ministre ayant l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,  
Mme L. ONKELINX

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 3105

[99/29210]

**19 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de Commissie voor de programma's van het basis- en secundair onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op de artikelen 17, § 3, 27, § 3, 36, § 3, 50, § 2 en 62, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 januari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 februari 1999;

gelet op de beraadslaging van 26 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 1 maart 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het onderwijs behoort;

Gelet op de beraadslaging van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

**Artikel 1.** De commissie voor de programma's van het basisonderwijs en de eerste graad van het secundair onderwijs, de commissie voor de programma's van de algemene en technische humaniora en de commissie voor de programma's van de beroeps- en technische humaniora worden ingericht bij het algemeen Bestuur voor het Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek, Algemene Dienst voor de Algemene Zaken, het onderzoek voor opvoeding en de begeleiding van het internetonderwijs.

**Art. 2.** Wanneer de commissie voor de programma's van het basisonderwijs en van de eerste graad van het secundair onderwijs per niveau wordt gesplitst, zijn de twee subcommissies als volgt samengesteld :

1° de subcommissie voor de programma's van het basisonderwijs bestaat uit acht leden aangesteld door de Minister op de voordracht van de Algemene Raad voor het basisonderwijs, twee op de drie vertegenwoordigers van de inspectie en de afgevaardigde van het algemeen bestuur die het voorzitterschap van de subcommissie waarneemt;

2° de subcommissie voor de programma's van de eerste graad van het secundair onderwijs bestaat uit acht leden aangesteld op de voordracht van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, een op de drie vertegenwoordigers van de inspectie en de afgevaardigde van het algemeen bestuur die het voorzitterschap van de subcommissie waarneemt.

**Art. 3.** De commissies voor de programma's mogen deskundigen uitnodigen om deel te nemen aan hun vergaderingen.

**Art. 4.** De commissies en de subcommissie voor de programma's mogen in hun eigen midden werkgroepen oprichten en deskundigen uitnodigen om eraan deel te nemen. De werkgroepen brengen verslag uit aan de commissie of de subcommissie van de programma's waaruit zij komen.

**Art. 5.** Het lid van een commissie voor de programma's dat een lid vervangt genoopt tot ambtsneerlegging voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

**Art. 6.** Het secretariaat van de commissies en de subcommissies voor de programma's en van hun werkgroepen wordt waargenomen door personeelsleden van de Algemene Dienst voor de Algemene Zaken, het onderzoek in opvoeding en de begeleiding van het internetten-onderwijs of door de opdrachtgeslastigden bedoeld bij artikel 16 van het besluit van 29 oktober 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de begeleidingscommissies.

**Art. 7.** De commissies en de subcommissies voor de programma's worden bijéengeropen door hun voorzitter, ofwel op eigen initiatief, ofwel op het verzoek van de Minister, ofwel op het verzoek van ten minste een derde van de leden.

De oproepingen worden tien werkdagen vóór de datum van de vergadering naar de leden gestuurd met vermelding van de agenda.

De commissies en de subcommissies voor de programma's kunnen enkel beraadslagen over de punten die op de agenda vermeld staan.

De commissies en de subcommissies voor de programma's beraadslagen en beslissen geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

**Art. 8.** De notulen van de vergaderingen worden naar de leden van de betrokken commissies of subcommissies voor de programma's, naar de leden van het bureau van de gezamenlijke begeleidingscommissie gestuurd.

**Art. 9.** De commissies voor de programma's kunnen gezamenlijk een huishoudelijk reglement opstellen dat zij ter goedkeuring aan de gezamenlijke begeleidingscommissie voorleggen.

**Art. 10.** Wanneer de commissie voor de programma's een advies uitbrengt over een programma dat haar werd voorgelegd, laat zij dat advies samen met het programma aan de Minister geworden.

In geval de Minister zijn goedkeuring aan dit programma hecht, geeft hij er de Inrichtende Macht kennis van binnen een maand die begint te lopen vanaf de datum waarop het advies werd ontvangen.

In geval de Minister zijn goedkeuring aan dit programma niet hecht, geeft hij er de Inrichtende Macht kennis van binnen dezelfde tijdspanne met verzoek het programma te wijzigen binnen de door hem bepaalde termijn.

**Art. 11.** De vergaderingen van de commissies voor de programma's hebben plaats in de lokalen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

**Art. 12.** De Regering vraagt het advies van de Commissies vooraleer de programma's van de graden en de studie jaren van het basisonderwijs en het secundair onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap vast te stellen.

**Art. 13.** De commissies voor de programma's stellen elk jaar tegen 30 juni een activiteitsverslag op, waarbij zij elk nuttig voorstel voegen.

De commissie voor de programma's van het basisonderwijs en van de eerste graad van het secundair onderwijs zendt haar verslag naar de centrale Begeleidingscommissies door.

De commissie voor de programma's van de algemene en technologische humaniora en de commissie voor de programma's van de beroeps- en technische humaniora zenden hun verslag naar de centrale Begeleidingscommissie van het secundair onderwijs door.

**Art. 14.** Wanneer zij de vergaderingen van de commissies of de subcommissies van de programma's of van hun werkgroepen bijwonen, worden de leden als in dienstactiviteit beschouwd, voor zover die administratieve stand op hen van toepassing kan zijn.

De leden van de commissies voor de programma's en de deskundigen hebben recht op de terugbetaling van hun reizen en verblijfkosten onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van rang 12 van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 16.** De Minister tot wiens bevoegdheden het basisonderwijs en het secundair onderwijs behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster belast met het Onderwijs,  
Mevr. ONKELINX